



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 55

BUDGET PRINCIPAL

**RUPTURE ANTICIPEE PAR LA VILLE DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE
CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUE INDEMNITAIRE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Magali CONESA

(Prend part aux délibérations N°1 à N°4)

Monsieur Patrick ISNARD

(Prend part aux délibérations N°1 à N°5)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Jean-Marc GARNIER
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Charles FERRERO
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

ABSENT SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG

PROCURATION :

Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Pascal PELLEGRINO
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Monsieur Charles FERRERO à Monsieur le Maire
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 55

DU 4 AVRIL 2023

BUDGET PRINCIPAL
RUPTURE ANTICIPEE PAR LA VILLE DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE
CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUE INDEMNITAIRE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la constitution d'une provision pour le risque indemnitaire d'une requalification de la rupture anticipée du contrat PPP éclairage public en résiliation pour motif d'intérêt général.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	6815-15182	755 000 € T.T.C

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2, R.2321-3 ;

Vu la délibération n° 2023-53 adoptant la modification du régime des provisions,

Considérant que les provisions constituées sous l'ancien régime ne peuvent être maintenues,

Considérant qu'à la suite de la rupture anticipée par la Ville du Contrat PPP éclairage public pour faute de son partenaire, la société Illuminéo Grasse a déposé un recours auprès du Tribunal Administratif pour annuler la décision ;

Considérant que cette procédure s'est accompagnée d'une demande de requalification de la décision de résiliation du contrat pour faute en résiliation pour motif d'intérêt général ;

Considérant que cette démarche s'est accompagnée d'une demande indemnitaire ;

Considérant que par courrier du 29 décembre 2022 la société Illuminéo a notifié officiellement la requête indemnitaire à la Ville de façon à couvrir la possible irrecevabilité de sa requête indemnitaire ;

Considérant que notre conseil juridique a jugé le risque désormais suffisamment important pour la Ville pour constituer une provision pour risque indemnitaire,

Considérant que la requête indemnitaire d'un montant global de 930 000 € se décompose de la manière suivante :

- 720 000 € de manque à gagner ;
- 200 000 € de préjudice d'image ;
- 10 000 € de frais irrépétibles.

Considérant que sur le manque à gagner, rien n'est dit du mode de calcul de ce préjudice qui permettrait de reconstituer la somme revendiquée de 720 000 € ;

Considérant qu'une approche rigoureuse et prudentielle des droits indemnitaires d'Illuminéo se base sur les stipulations de l'article 61.3.2 du contrat en matière d'indemnisation pour motif d'intérêt général permettant ainsi de recomposer le calcul du manque à gagner en tenant compte de la durée résiduelle du contrat au jour de sa résiliation ;

Considérant que sur la base de ces éléments, le montant du manque à gagner s'établit à 581 632,27 € HT, soit 697 958,72 € TTC arrondis à 700 000 € TTC, une provision sera donc constituée sur la base de ce montant ;

Considérant que sur le préjudice d'image, Illuminéo n'apporte aucun élément de nature à justifier le principe et le montant, ce poste pouvant être également reconsidéré à la baisse dans la mesure où le risque de la Ville sur ce point ne pourrait raisonnablement dépasser les 50 000 € HT, soit 50 000 € TTC selon notre conseil, montant qui sera donc retenu pour notre provision ;

Considérant que sur les frais irrépétibles, il est assez inhabituel que les juridictions administratives les fixent au montant aussi élevé sollicité de 10 000 €. Une somme de 5 000 € HT soit 5 000 € TTC correspondrait à une hypothèse plus probable et sera donc retenue pour notre provision ;

Considérant qu'il convient de procéder à la constitution d'une provision au budget primitif 2023 par l'émission d'un mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182 ;

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de la constitution d'une provision budgétaire pour risque indemnitaire d'un montant de 755 000 € par un mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182 sur le budget principal 2023.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 5 AVR. 2023

**suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME**

Le Maire



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023